



Défaillances et sauvegardes d'entreprises **en France**

1er trimestre 2018

The background of the entire page is a blurred, teal-colored image of the Empire State Building. The building's iconic Art Deco architecture is visible, though out of focus, creating a sense of depth and urban context.

SYNTHÈSE

PANORAMA GÉNÉRAL

Le meilleur 1er trimestre depuis 10 ans.

14300 défaillances d'entreprises ont été ouvertes ce 1er trimestre 2018 (-8,7% vs T1 2017)

Le nombre d'emplois menacés tombe à 44 000 soit 33% de moins qu'il y a seulement trois ans.

Paris le 26 avril 2018 – La société Altares, spécialiste de la data economy, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet 1er réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances et sauvegardes d'entreprises du 1er trimestre 2018.

« Durant huit années de 2009 à 2016, plus de 17 000 entreprises connaissaient la défaillance chaque premier trimestre. Début 2017 avait marqué une rupture en tombant sous les 16 000 défaillances. Avec 14 300 jugements prononcés ce premier trimestre, 2018 consolide l'amélioration et se rapproche des 14 000 procédures des trois premiers mois 2008. Il y a dix ans, la sinistralité augmentait de 5%, désormais elle recule de près de 9%. » **Rappelle Thierry MILLON**, Directeur des études Altares.

« La période de crise nous avait habitué à comptabiliser en moyenne chaque premier trimestre plus de 60 000 emplois menacés par les procédures collectives ; la meilleure résistance des entreprises se traduit par une moindre destruction d'emploi. Il y a seulement trois ans, sur le premier trimestre 2015, plus de 66 000 emplois étaient menacés ; Sur ce début d'année 2018 nous en comptabilisons 44 000 soit un tiers d'emplois sauvés. »

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

	2014 T1	2015 T1	2016 T1	2017 T1	2018 T1	EVOLUTION T1 2018/2017	MOYENNE CINQ ANS
Sauvegardes	412	445	351	356	282	-20,8%	369
Redressements Judiciaires	4 777	5 204	4 835	4 509	4 055	-10,1%	4 676
Liquidations Judiciaires directes	11 669	12 487	11 505	10 802	9 965	-7,7%	11 286
Total France	16 858	18 136	16 691	15 667	14 302	-8,7%	16 331
Total Emplois menacés	62 800	66 200	57 800	44 400	44 000	-400	55 040
Emplois menacés par entreprise	3,7	3,7	3,5	2,8	3,1		3,3



14 300 défaillances, un chiffre proche de celui du 1^{er} trimestre 2008.

Début 2008, la sinistralité des entreprises augmentait de 4,6% pour atteindre 14 000 défaillances, un plafond qui n'avait pas été franchi durant dix ans, depuis le premier trimestre 1997 (16500).

Une décennie globalement favorable allait faire place à une décennie plus douloureuse.

Il aura en effet fallu attendre encore dix ans pour entrevoir la fin d'une longue période de récession. Sur ces trois premiers mois 2018, le nombre de défaillances d'entreprises recule de 8,7% à 14 300.

Plus des deux tiers (69,7%) des jugements portent sur des liquidations judiciaires directes dont le nombre tombe enfin sous le seuil des 10 000. 28,4% sont des redressements judiciaires tandis que les sauvegardes ne décollent pas et représentent toujours 2% de l'ensemble des procédures.

94% des procédures sont ouvertes sur des TPE.

L'essentiel (94%) des procédures concerne des TPE de moins de 10 salariés ; les trois quarts comptent même moins de 3 salariés. Ces entreprises de petite taille se présentent devant le tribunal dans une situation sou-

vent très délicate, c'est pourquoi la plupart sont immédiatement placées en liquidation judiciaire. C'est le cas de 74% des structures de moins de trois salariés ou 66% de celles comptant 3 à 5 salariés, et 59% pour les TPE de 6 à 9 salariés.

A l'inverse, si près de la moitié (48%) des PME de 10 à 19 salariés a encore le risque d'être immédiatement liquidée, ce taux tombe ensuite progressivement jusqu'à moins d'une sur dix pour les plus grandes PME (au-delà de 100 salariés).

Chaque entreprise défaillante menace directement un peu plus de 3 emplois.

Sur la première moitié de la décennie de crise, les PME, étaient particulièrement vulnérables ; le taux d'emplois menacés par entreprise en défaut était alors supérieur à 4. Ce taux s'est ensuite progressivement contracté à partir de 2014, non pas qu'il y avait moins de défaillances mais ces dernières touchaient désormais davantage les TPE. Sur ce premier trimestre 2018, le rapport est de 3,1 soit 44 000 emplois menacés pour 14 300 entreprises défaillantes. Ce début 2018 a permis d'épargner 20 000 emplois par rapport aux 66 200 menacés il y a seulement trois ans.



L'incertitude quant à la réalité de la reprise est levée, elle fait désormais place à l'incertitude sur la dynamique de la croissance.



«1,7%, 1,9%, 2%, 2,2% ! Certes le débat est sérieux mais la réalité de l'économie est aussi celle des entrepreneurs qui au quotidien doivent trouver des clients, rassurer des fournisseurs, recruter des collaborateurs et convaincre des prêteurs. Les trois quarts des défaillances de ce trimestre concernent encore des microentreprises de moins de trois salariés dont les prévisions de business vont difficilement au-delà de quelques semaines. La baisse de la sinistralité est une excellente nouvelle pour l'économie et l'emploi, toutefois le risque commercial demeure. Si le potentiel économique, voire l'action publique, est favorable dans les métropoles et villes moyennes, la dynamique est moins résistante ailleurs, en ruralité notamment. Par ailleurs, si toutes les régions ont rebasculé dans le vert au fil des trimestres, les plus industrielles d'entre elles portent toujours les stigmates de la crise. La croissance est bien là, voisine de 2%, mais encore plus de 50 000 entreprises déposeront le bilan en 2018. » *conclut Thierry Millon.*

La sinistralité recule sur l'ensemble des nouvelles régions.

Paradoxalement l'Ile-de-France ralentit la performance nationale. La première région économique concentre un peu plus d'une défaillance sur cinq. Par conséquent, elle influence fortement la tendance globale. Or le nombre de défaillances d'entreprises franciliennes se stabilise juste sous les 3 200 procédures.

Hors Ile-de-France, la baisse du nombre de jugements serait de 10,7% soit 2% supérieure. Toutes les nouvelles régions métropolitaines sont dans le vert, voire toutes proches des valeurs du premier trimestre 2008. C'est particulièrement le cas de Centre-Val de Loire qui retrouve une situation de début 2007.

L'amélioration est sensible dans la quasi-totalité des secteurs.

Près d'une défaillance sur deux est prononcée dans les activités de la construction et du commerce. Or ces secteurs affichent des procédures en recul, de respectivement -9% et -10% ; leur bonne santé porte la tendance générale.

Le bâtiment est ainsi très bien orienté avec des baisses supérieures à 10% dans le gros œuvre comme en maçonnerie générale, et dans le second œuvre comme dans les travaux de plâtrerie, peinture, menuiserie ... Les travaux publics sont également dans le vert. Toutefois, si les redressements judiciaires sont moins nombreux, les liquidations directes sont en revanche en augmentation. La promotion immobilière semble



en sévère dégradation avec un nombre de défaillances qui a presque doublé par rapport au premier trimestre 2017 ; cela tient toutefois principalement à deux groupes officiant dans les supports juridiques de programmes, dont les jugements ont été prononcés par Strasbourg et Salon de Provence.

Le commerce interentreprises et celui de la vente au détail s'inscrivent sur des améliorations très sensibles. Toutefois on notera que le commerce de véhicules est en forte dégradation (+24%), ne parvenant pas à confirmer le très bon premier trimestre 2017, tandis que l'entretien et la réparation (-15%) retrouvent des valeurs plus habituelles après le lourd début d'année dernière. Dans la vente de détail, l'habillement se stabilise sur les bons chiffres du premier trimestre 2017.

L'industrie poursuit un redressement (-9%) amorcé depuis de nombreux trimestres en production manufacturière, tandis que l'agroalimentaire vire au vert porté par l'amélioration des activités de boulangerie qui concentrent l'essentiel des défaillances.

Le compteur des transports est dans le rouge, plombé ce trimestre encore par l'activité de taxis. Les défaillances d'entreprises y sont deux fois plus nombreuses qu'un an plus tôt, dépassant largement le cap des 100 dépôts de bilan (144). Il y a cinq ans, nous comptions moins de 30 procédures sur le premier trimestre.

Les services aux entreprises sont bien orientés (-5%) ; les activités de conseil et d'ingénierie n'ont pu toutefois confirmer les bons chiffres du début d'année dernière.

Les tendances sont davantage marquées dans les services à destination du consommateur (-12%) et les

activités d'hébergement-restauration (-10%), en particulier la restauration traditionnelle qui tombe sous le seuil des 900 procédures (-10%) après avoir dépassé 1 200 dépôts de bilan début 2015.

Parmi les autres activités, nous retiendrons le très mauvais chiffre des auto-écoles (+26%). Plus de 90 professionnels ont défailli ce premier trimestre 2018, c'est une vingtaine de plus qu'il y a un an et une quarantaine de plus que ce qui était constaté en moyenne avant 2017.

Mais c'est sans doute de l'agriculture que viennent les tendances les plus encourageantes. Il y a un an le nombre de défaillances de structures agricoles augmentait de près de 20% ; sur ce premier trimestre 2018 elles reculent de 17%. L'élevage (-21%) efface même la forte dégradation de début 2017 (+21%). Précisons par ailleurs que l'agriculture est un secteur présentant le taux de liquidations judiciaires directes le plus faible, toute activité confondue.



LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

PARTIE 1 Statistiques détaillées des défaillances

- 10** | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1^{er}s trimestres sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 11** | Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
Statistiques des défaillances par région par nature de procédure
- 12** | Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 14** | Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au cours du 1^{er} trimestre 2018
- 16** | Les Défaillances d'entreprises en région au 1^{er} trimestre 2018
- 17** | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 28** | Méthodologie
- 30** | Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

Statistiques détaillées des défaillances

1ER TRIMESTRE 2018

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1ers trimestres sur 5 ans

(Les données 2017T1 et 2018T1 non définitives sont arrêtées au 08 avril de chaque année)

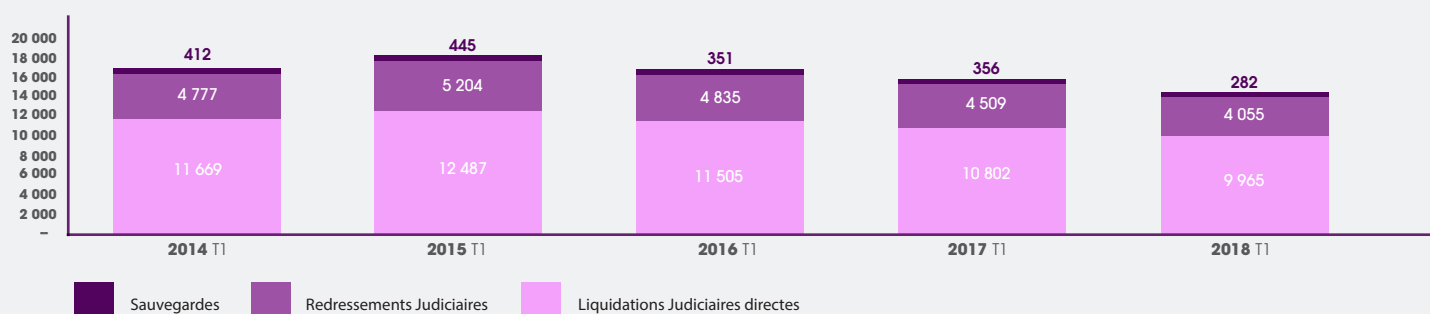
NOMBRE D'OUVERTURES	2014T1	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	EVOLUTION T1 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	412	445	351	356	282	-20,8%	369
Redressements Judiciaires	4 777	5 204	4 835	4 509	4 055	-10,1%	4 676
Liquidations Judiciaires directes	11 669	12 487	11 505	10 802	9 965	-7,7%	11 286
TOTAL DEFAILLANCES	16 858	18 136	16 691	15667	14 302	-8,7%	16 331

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2014T1	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	EVOLUTION T1 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,4%	2,5%	2,1%	2,3%	2,0%	-0,3%	2,3%
Redressements Judiciaires	28,3%	28,7%	29,0%	28,8%	28,4%	-0,4%	28,6%
Liquidations Judiciaires directes	69,2%	68,9%	68,9%	68,9%	69,7%	0,7%	69,1%
TAUX PROCEDURE	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2014T1	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	ECART T1 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	4 800	5 500	3 600	2 400	1 600	-800	3580
Redressements Judiciaires	30 300	29 600	26 300	19 600	21 200	1 600	25400
Liquidations Judiciaires directes	27 700	31 100	27 900	22 400	21 200	-1 200	26060
TOTAL EMPLOIS MENACES	62 800	66 200	57 800	44 400	44 000	-400	55 040

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2014T1	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	ECART T1 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	11,7	12,4	10,3	6,7	5,7	-1,1	9,3
Redressements Judiciaires	6,3	5,7	5,4	4,3	5,2	0,9	5,4
Liquidations Judiciaires directes	2,4	2,5	2,4	2,1	2,1	0,1	2,3
TOTAL EMPLOIS MENACES	3,7	3,7	3,5	2,8	3,1	0,2	3,3

Histogramme des défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

TRANCHE DE SALARIÉS	2017 T1				2018 T1				EVOLUTION	TAUX DE
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total	2018 T1 / 2017 T1	Liquidations Judiciaires
Moins de 3 salariés	197	2 970	8 501	11 668	147	2 649	7 803	10 599	-9,2%	73,6%
3 à 5	52	729	1 412	2 193	46	629	1 270	1 945	-11,3%	65,3%
6 à 9	37	378	487	902	39	324	514	877	-2,8%	58,6%
10 à 19	38	243	281	562	28	263	264	555	-1,2%	47,6%
20 à 49	23	141	105	269	18	131	99	248	-7,8%	39,9%
50 à 99	6	26	14	46	3	31	12	46	0,0%	26,1%
100 et plus	3	22	2	27	1	28	3	32	18,5%	9,4%
TOTAL DEFAILLANCES	356	4 509	10 802	15 667	282	4 055	9 965	14 302	-8,7%	69,7%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

TRANCHE D'ÂGE	2017 T1				2018 T1				EVOLUTION	TAUX DE
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total	2018 T1 / 2017 T1	Liquidations Judiciaires
moins de 3 ans	35	507	1 661	2 203	27	487	1 514	2 028	-7,9%	74,7%
3 à 5 ans	73	1 329	3 349	4 751	65	1 230	3 031	4 326	-8,9%	70,1%
6 à 10 ans	89	1 110	2 741	3 940	65	972	2 476	3 513	-10,8%	70,5%
11 à 15 ans	65	526	1 287	1 878	38	497	1 228	1 763	-6,1%	69,7%
16 et plus	94	1 037	1 764	2 895	87	869	1 716	2 672	-7,7%	64,2%
TOTAL DEFAILLANCES	356	4 509	10 802	15 667	282	4 055	9 965	14 302	-8,7%	69,7%

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

TRANCHE PAR RÉGION	2017 T1				2018 T1				EVOLUTION	TAUX DE
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total	2018 T1 / 2017 T1	Liquidations Judiciaires
Auvergne Rhone-Alpes	44	553	1 398	1 995	40	456	1 215	1711	-14,2%	71,0%
Bourgogne Franche-Comté	8	164	420	592	10	149	352	511	-13,7%	68,9%
Bretagne	14	192	342	548	6	161	364	531	-3,1%	68,5%
Centre Val de Loire	9	175	351	535	9	128	315	452	-15,5%	69,7%
Corse	4	41	64	109	1	46	53	100	-8,3%	53,0%
Grand Est	21	319	856	1 196	17	307	721	1045	-12,6%	69,0%
Hauts de France	21	374	833	1 228	19	340	747	1106	-9,9%	67,5%
Île de France	39	532	2 615	3 186	26	623	2 508	3157	-0,9%	79,4%
Normandie	20	241	455	716	11	225	403	639	-10,8%	63,1%
Nouvelle Aquitaine	53	498	861	1 412	41	425	795	1261	-10,7%	63,0%
Occitanie	38	456	985	1 479	24	383	857	1264	-14,5%	67,8%
Pays de la Loire	19	182	459	660	14	172	432	618	-6,4%	69,9%
Provence Alpes Côte d'Azur	58	674	996	1 728	55	498	967	1520	-12,0%	63,6%
Guadeloupe	-	-	-	-	3	30	50	83	NC	60,2%
Guyane	4	5	20	29	-	8	17	25	-13,8%	68,0%
Martinique		31	61	92	-	47	56	103	12,0%	54,4%
Reunion	4	62	73	139	6	54	101	161	15,8%	62,7%
Autres Outre-Mer, Etranger, Non connu	0	10	13	23	-	3	12	15	-34,8%	80,0%
TOTAL DEFAILLANCES	356	4 509	10 802	15 667	282	4 055	9 965	14302	-8,7%	69,7%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

Activités	2017				2018				EVOLUTION 2018 T1 / 2017 T1	TAUX DE LIQUIDATIONS JUDICAIRES
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AGRICULTURE	15	199	193	407	9	167	161	337	-17,2%	47,8%
Chasse, pêche, forêt	1	24	53	78	1	25	29	55	-29,5%	52,7%
Culture	6	91	64	161	3	81	66	150	-6,8%	44,0%
Elevage	8	84	76	168	5	61	66	132	-21,4%	50,0%
CONSTRUCTION	78	1175	2855	4108	54	1061	2606	3721	-9,4%	70,0%
BÂTIMENT	11	377	908	1296	5	339	812	1156	-10,8%	70,2%
Second œuvre	22	543	1516	2081	20	483	1322	1825	-12,3%	72,4%
Travaux Publics	5	72	99	176	8	53	104	165	-6,3%	63,0%
IMMOBILIER	1	9	32	42	1	14	66	81	92,9%	81,5%
Promotion immobilière	2	34	79	115	2	27	88	117	1,7%	75,2%
Agences immobilières	37	140	221	398	18	145	214	377	-5,3%	56,8%
Autres activités immobilières	67	791	2689	3547	71	691	2413	3175	-10,5%	76,0%
COMMERCE	7	135	407	549	7	144	401	552	0,5%	72,6%
Commerce & réparation véhicules	2	47	206	255	2	51	165	218	-14,5%	75,7%
Magasins multi-rayons	9	80	290	379	6	80	244	330	-12,9%	73,9%
Détail alimentaire	6	74	244	324	6	54	188	248	-23,5%	75,8%
Bricolage & équipement du foyer	3	35	99	137	5	27	86	118	-13,9%	72,9%
Sport & loisirs	10	70	286	366	16	55	296	367	0,3%	80,7%
Commerce d'habillement	13	33	85	131	9	33	77	119	-9,2%	64,7%
Soin de la personne & optique	2	57	240	299	2	39	211	252	-15,7%	83,7%
Vente hors magasin		4	15	19		8	6	14	-26,3%	42,9%
Carburants & combustibles	3	73	260	336	4	42	212	258	-23,2%	82,2%
Autres commerces de détail	2	29	77	108	2	27	70	99	-8,3%	70,7%
Centrales d'achat	1	15	52	68	1	7	56	64	-5,9%	87,5%
Alimentaire	23	84	107	214	2	25	73	100	-6,5%	73,0%
Textile, habillement	10	23	33	66	7	28	35	70	6,1%	80,0%
Biens domestiques	4	25	72	101	2	32	62	96	-5,0%	64,6%
Equipements informatiques & électroniques	3	29	68	100	4	20	66	90	-10,0%	73,3%
Machines & équipements	2	25	102	129	3	22	93	118	-8,5%	78,8%
Matériaux de construction, sanitaire...	44	392	692	1128	20	381	626	1027	-9,0%	61,0%
Autre commerce interentreprises	16	156	258	430	8	158	248	414	-3,7%	59,9%
INDUSTRIE	15	140	227	382	7	133	216	356	-6,8%	60,7%
Industrie agroalimentaire	2	19	63	84	2	18	53	73	-13,1%	72,6%
Industrie manufacturière	1	26	49	76	24	38	62	62	-18,4%	61,3%
Textile, habillement, cuir	3	20	44	67	23	41	64	64	-4,5%	64,1%
Bois, matériaux de construction	3	42	64	109	2	46	65	113	3,7%	57,5%
Imprimerie	2	14	25	41	15	25	40	40	-2,4%	127,5%
Métallurgie, mécanique	4	38	62	104	1	37	51	89	-14,4%	118,0%
Energie, Eau, Environnement	13	77	127	217	7	60	105	172	-20,7%	61,0%
Réparation, maintenance	9	83	277	369	5	72	245	322	-12,7%	76,1%
Autre industrie manufacturière	5	49	167	221	3	50	148	201	-9,0%	73,6%
INFORMATION & COMMUNICATION	4	34	110	148	2	22	97	121	-18,2%	80,2%
Services informatiques & édition de logiciels	9	135	374	518	5	145	393	543	4,8%	72,4%
Services informatiques & communication	7	88	243	338	1	79	200	280	-17,2%	71,4%
Autres activités de transport	1	14	45	60	2	21	35	58	-3,3%	60,3%
Transport routier de marchandises	1	33	86	120	2	45	158	205	70,8%	77,1%
Transport routier de voyageurs	5	36	59	100	4	18	56	78	-22,0%	71,8%
ACTIVITÉS D'ASSURANCE ET FINANCIÈRES	5	13	40	58	4	8	36	48	-17,2%	75,0%
Activités financières		23	19	42		10	20	30	-28,6%	66,7%
Activités d'assurance	65	488	1292	1845	56	472	1224	1752	-5,0%	69,9%
SERVICES AUX ENTREPRISES	14	83	235	332	6	86	221	313	-5,7%	70,6%
Autres services spécialisés	5	60	215	280	4	61	225	290	3,6%	77,6%
Conseil en communication et gestion	9	75	178	262	4	85	176	265	1,1%	66,4%
Services d'architecture et d'ingénierie	27	86	167	280	34	62	133	229	-18,2%	58,1%
Activités de holding ou des sièges sociaux	5	96	283	384	5	100	249	354	-7,8%	70,3%
Autres services administratifs aux entreprises	1	33	92	126	1	33	100	134	6,3%	74,6%
Sécurité	4	55	122	181	2	45	120	167	-7,7%	71,9%
Nettoyage de bâtiments										

(suite)

Activités	2017				2018				EVOLUTION 2018 T1 / 2017 T1	TAUX DE LIQUIDATIONS JUDICAIRES
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	181	513	702	7	155	456	618	-12,0%	73,8%
Activités de réparation	2	20	60	82		11	60	71	-13,4%	84,5%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	127	363	494	6	103	306	415	-16,0%	73,7%
Autres services à la personne	2	34	90	126	1	41	90	132	4,8%	68,2%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	33	719	1397	2149	38	599	1289	1926	-10,4%	66,9%
Hébergement	6	53	73	132	6	43	62	111	-15,9%	55,9%
Restauration	24	539	1086	1649	23	455	1026	1504	-8,8%	68,2%
Dont Restauration traditionnelle	21	354	629	1004	17	299	589	905	-9,9%	65,1%
Dont Restauration rapide	3	162	418	583	5	143	407	555	-4,8%	73,3%
Débits de boissons	3	127	238	368	9	101	201	311	-15,5%	64,6%
AUTRES ACTIVITÉS	23	310	461	794	13	294	496	803	1,1%	61,8%
Santé humaine & action sociale	5	137	111	253	1	121	121	243	-4,0%	49,8%
Activités récréatives	7	69	148	224	4	71	136	211	-5,8%	64,5%
Enseignement	8	72	119	199	7	74	159	240	20,6%	66,3%
Autres activités	3	32	83	118	1	28	80	109	-7,6%	73,4%
TOTAL DEFAILLANCES	356	4 509	10 802	15 667	282	4 055	9 965	14 302	-8,7%	69,7%

**Savez-vous à quel point
la data contribue à la
performance de
votre entreprise ?**

Chez Altares, nous replaçons l'information au coeur de vos réalités économiques afin de vous apporter des solutions réellement adaptées à votre business.

Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au cours du 1er trimestre 2018 (données non consolidées, dernier bilan disponible)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
ELECTROLUX HOME PRODUCTS FRANCE	Commerce interentreprises d'appareils électroménagers	4643Z	60	160	286,52	2016	RJ (Extension de procédure)	Fev 2018
LUDENDO COMMERCE France (La Grande Récré)	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé	4765Z	75	1600	151,42	2004	RJ	Mars 2018
							Plan de SFA	Fev 2016
							Sauv Fin Acc	Dec 2015
DESMAZIERES	Commerce de détail de la chaussure	4772A	59	1119	136,11	2013	RJ	Fev 2018
ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL	Commerce interentreprises de bois et de matériaux de construction	4673A	79	37	109,18	2016	RJ	Mars 2018
PEUGEOT JAPY	Fabrication d'autres équipements automobiles	2932Z	25	316	79,80	2016	Plan de cession	Mars 2018
							RJ (Conversion)	Fev 2018
							Sauvegarde	Aout 2018
							Conciliation	Mai 2009
AR INDUSTRIES	Fonderie de métaux légers	2453Z	36	389	72,62	2016	RJ	Janv 2018
SECO FERTILISANTS	Fabrication de produits azotés et d'engrais	2015Z	60	96	60,21	2016	Sauv	Janv 2018
GIMAEX	Construction de véhicules automobiles	2910Z	77	134	60,05	2016	RJ	Janv 2018
							Conciliation	Fev 2015
SOCIETE ARDENNAISE INDUSTRIELLE	Fabrication d'appareils électroménagers	2751Z	60	181	44,22	2015	RJ	Janv 2018
H2D DIDIER MARY	Autre imprimerie (labeur)	1812Z	77	266	34,00	2015	RJ (Résolution du plan)	Janv 2018
							Arrêt du plan	Mai 2016
							RJ	Dec 2014
SODISTOUR TOURISTA	Activités des agences de voyage	7911Z	75	100	33,79	2012	Sauv	Fev 2018
PATRICOLA ENTREPRISE	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	4322B	69	98	32,65	2017	Plan de cession	Mars 2018
							RJ	Fev 2018
SOMEWHERE	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	59	80	32,31	2011	Sauv	Fev 2018
BATIPRO PROMOTION	Promotion immobilière de logements	4110A	974	3	30,83	2006	LJ* (Conversion)	Mars 2018
							Sauvegarde	Nov 2016
							*Recours en appel	Avril 2018
CLINIQUE SAINT JEAN-L'ERMITE	Activités hospitalières	8610Z	77	269	23,95	2016	RJ	Janv 2018
MAURER TEMPE SAS	Préparation industrielle de produits à base de viande	1013A	68	150	23,35	2016	RJ (Résolution du plan)	Janv 2018
							Arrêt du plan	Nov 2014
							Sauvegarde	Janv 2014
SELNI	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	2711Z	58	136	20,55	2014	LJ (Résolution du plan)	Mars 2018
							Arrêt du plan	Mars 2010
							RJ (Conversion)	Juin 2009
							Sauvegarde	Fev 2009

(suite)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
LES PETITES	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	4642Z	75	140	19,46	2012	RJ (Résolution du plan)	Fev 2018
							Plan Sauvegarde	Nov 2014
							Sauvegarde	Nov 2013
							conciliation	Dec 2012
VALRUPT INDUSTRIES	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement	1392Z	75	130	17,54	2007	RJ	Mars 2018
GROUPE RISLOISE	Activités de conditionnement	8292Z	27	114	12,58	2015	Plan de cession	Fev 2018
							RJ (Conversion)	Janv 2018
							Sauv	Nov 2017
							Conciliation	Avril 2017
MERKHOFFER	Reliure et activités connexes	1814Z	91	120	11,40	2013	RJ	Janv 2018
AGOGÉ SECURITE	Activités de sécurité privée	8010Z	44	332	10,92	2016	Plan de cession	Mars 2018
							RJ	Fev 2018
GSC CLINIQUE VERONIQUE	Activités hospitalières	8610Z	97	136	9,40	2016	RJ	Mars 2018
MAD	Activités de sécurité privée	8010Z	59	240	5,50	2015	LJ	Janv 2018
GIP GRAND OUEST	Activités de sécurité privée	8010Z	49	135	4,58	2016	RJ (Résolution du plan)	Mars 2018
							Plan de Sauv	Avril 2014
							Sauv	Oct 2012
AUDIT SECURITE AS	Activités de sécurité privée	8010Z	93	170	3,47	2014	RJ	Mars 2018
BORGO NETTOYAGE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	Nettoyage courant des bâtiments	8121Z	20	160	2,75	2016	RJ (Résolution du plan)	Mars 2018
							Plan de Sauv	Janv 2016
							Sauvegarde	Oct 2014
ALL SECURITY ASSISTANCE	Activités de sécurité privée	8010Z	97	160	2,45	2006	LJ	Janv 2018
SADS SERVICE AIDE A DOMICILE SCHWEITZER	Aide à domicile	8810A	28	450	-	-	RJ	Janv 2018

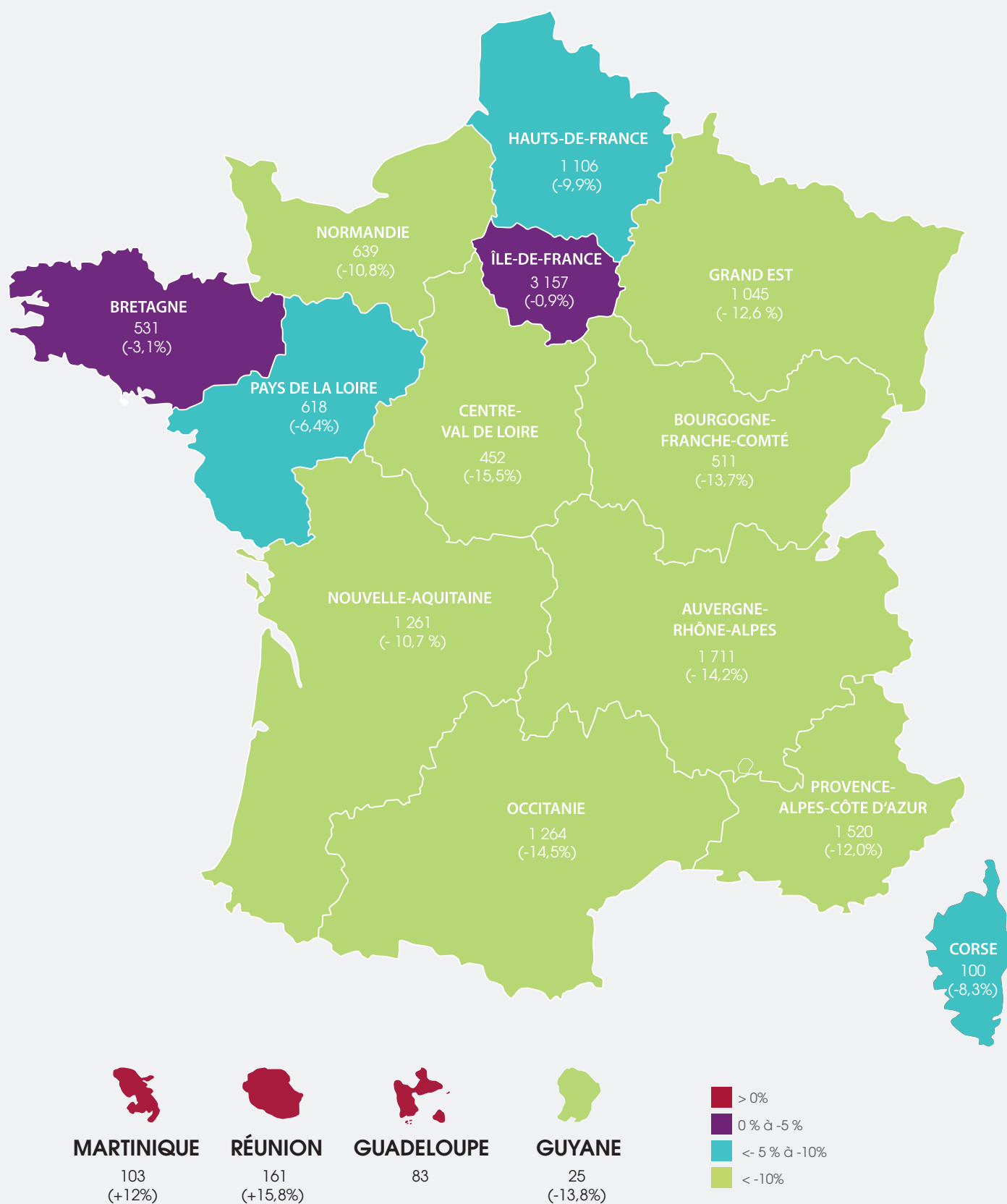
L'info B for B sous
l'angle data

Découvrez toutes nos publications

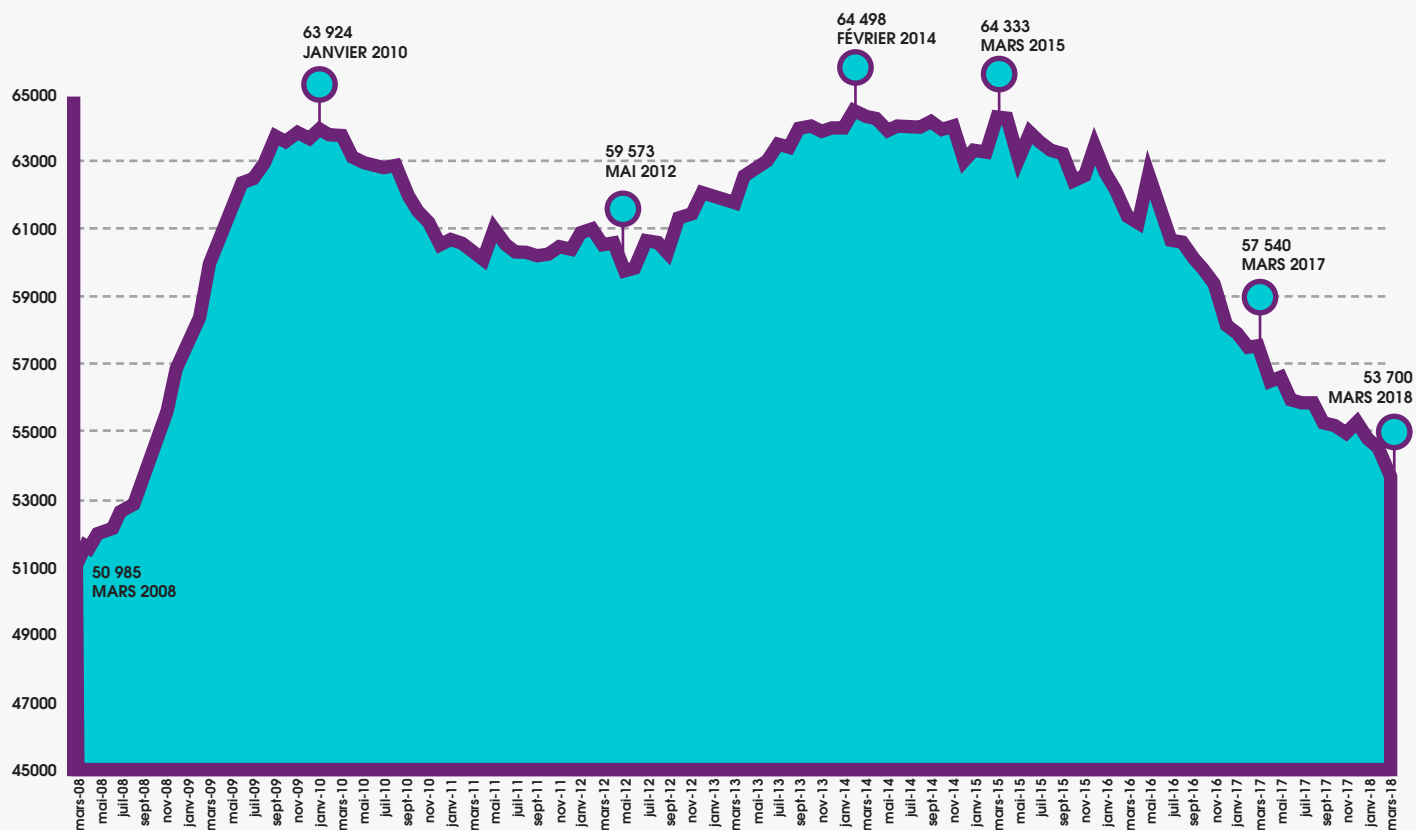
JE DÉCOUVRE

#bedatablog
by altares

Les Défaillances d'entreprises en région au 1er trimestre 2018



Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans (Données 12 mois glissantes - mars 2008 à mars 2018)





PARTIE 2

ANNEXES

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altares :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

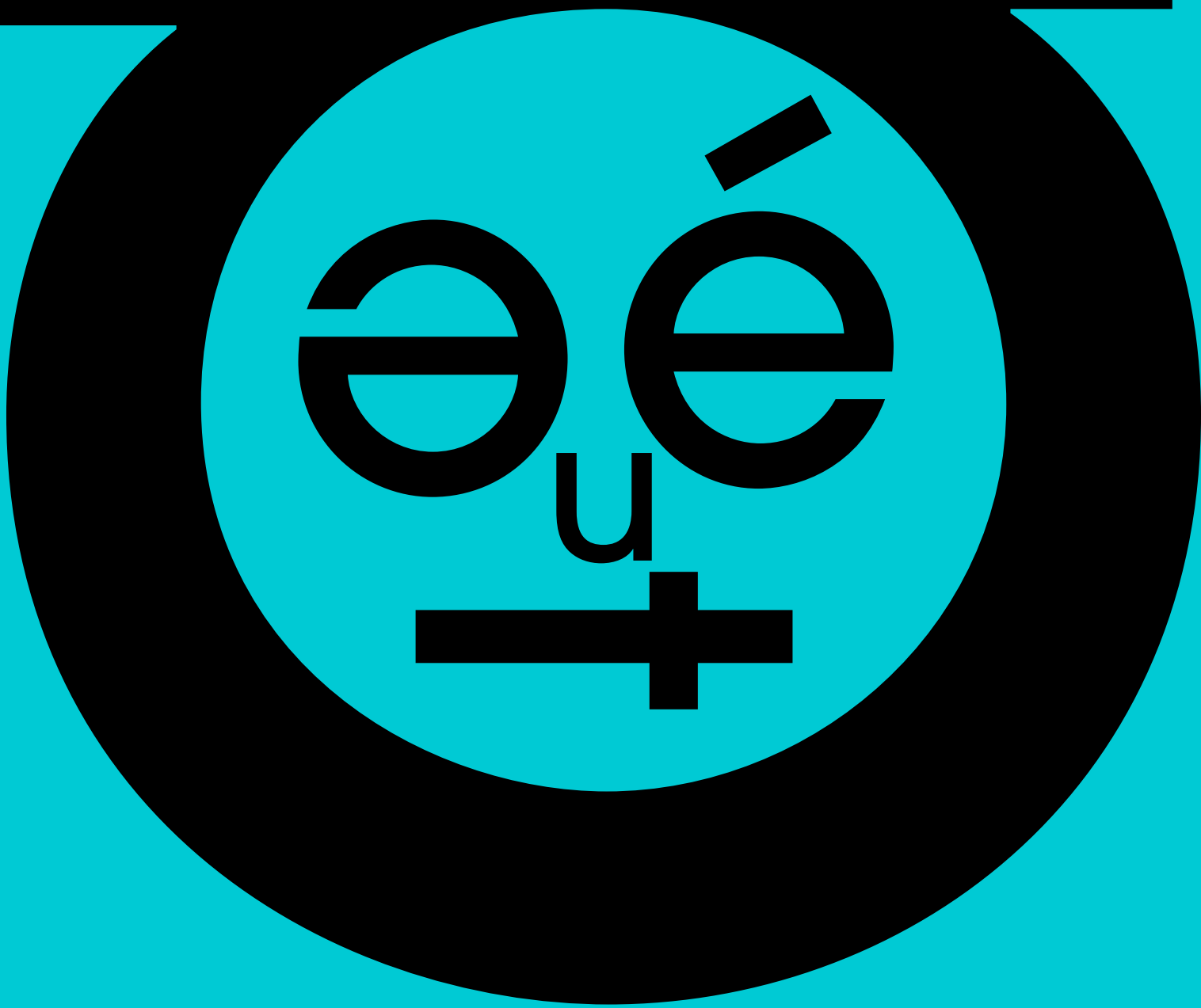
Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. *(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)*

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.



Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour
recevoir nos prochaines études

S'INSCRIRE

SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs/Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débites de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'ANALYSE TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altares valorise le patrimoine Data des entreprises en le transformant en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, Altares fournit, collecte, analyse et enrichit les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises.

Dans un monde où la technologie accélère de façon exponentielle (IA, objets connectés, blockchain, programmation) mais où l'intuition humaine n'a jamais été aussi utile, le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 260 millions d'entreprises dans 220 pays. Avec l'acquisition récente de D&B Benelux, le groupe compte désormais 420 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
92012 Nanterre
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

RELATIONS PRESSE

Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
Tél : 06 81 29 81 90

DIRECTEUR DES ÉTUDES

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

www.altares.com

